

LA FSU SE BAT

22 mai : Toutes et tous engagé-es pour la Fonction publique !

Manifestation
10h30 place Delille
Clermont-Ferrand

" Ce projet de «transformation de l'Action publique» ne vise pas en effet à améliorer la qualité services ni à améliorer les conditions de travail des agent-es, mais il organise le moins d'État et d'action publique des collectivités territoriales. "

Avec les organisations Cfe/Cgc, Cftc, Cgt, Fa fp, Fo et Solidaires, CFDT, la FSU appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai prochain car la Fonction publique est aujourd'hui clairement menacée.

Affaiblissement du dialogue social, recours accru au contrat et donc développement de l'emploi précaire, salaires «au mérite», «externalisation» de missions, abandon de «missions de services publics», non reconnaissance du travail des agent-es et de leurs qualifications, dégradation du pouvoir d'achat, «Plan de départs volontaires», prévision de 120 000 suppressions d'emplois en 5 ans dont 70 000 à la Fonction publique territoriale, toujours un agent sur cinq non titulaires sans perspective... voilà le nouveau monde en marche d'Emmanuel Macron !

Ce projet de «*transformation de l'Action publique*» prévue par le gouvernement est dangereux aussi bien pour les agent-es que pour les usager-es.

Il ne vise pas à améliorer la qualité des services ni à améliorer les conditions de travail des agent-es, mais il organise le moins d'État et d'action publique des collectivités territoriales. Moins de services publics, c'est moins de droits pour toutes et tous car les services publics contribuent à l'égalité d'accès, sur l'ensemble du territoire, aux droits fondamentaux. C'est le contraire d'un projet de société solidaire.

Il remet en cause le statut général des fonctionnaires qui pourtant porte les principes et outils qui permettent toutes les évolutions nécessaires pour continuer d'adapter les services au besoin de la population et qui offre aussi les droits et garanties collectives nécessaires tant aux agent-es qu'aux usager-es.

Face aux enjeux économiques et sociaux, aux défis écologiques, aux besoins solidarité ne s'est fait autant sentir dans notre société. La Fonction publique reste une réponse pertinente pour la cohésion de notre société.

C'est pourquoi la FSU s'opposera à la remise en cause de notre modèle social. Ensemble, nous pouvons le défendre et le conforter en faisant gagner nos revendications !

Agents des services techniques, enseignants, infirmières, aide soignantes, policiers, pompiers, agents des services administratifs, magistrats, travailleurs sociaux... le 22 mai prochain, pour nos métiers, nos conditions de travail, la reconnaissance de notre travail, de nos qualifications et de nos rémunérations, pour promouvoir des services publics de qualité si utiles à la société soyons engagé-es et mobilisé-es !



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Sans attendre les conclusions de sa pseudo-concertation «Cap 2022», le gouvernement lance une série de discussions avec les organisations syndicales sur le travail des agent·es avec un document d'orientation intitulé «*Refonder le contrat social avec les agent·es*».

Mais les 9 fédérations de fonctionnaires l'ont averti : ce document «*trace une orientation, une méthode et un calendrier que nos organisations ne partagent pas. Elles considèrent que ce texte est donc de la seule responsabilité de votre Gouvernement*» !

Ce projet serait en effet lourd de conséquences s'il devait être mis en œuvre: révision des instances de dialogue social, recours accru aux contractuels, accompagnement «individualisé» comme le «salaire au mérite»...

Ce que nous voulons

Maintenir le statut général des fonctionnaires.

Le statut actuel de la Fonction publique permet toutes les évolutions nécessaires pour continuer d'adapter les services publics aux besoins de la population.

Le Statut constitue un cadre d'exercice des missions de service public, protecteur pour les fonctionnaires, les usager·es et les citoyen·nes.

Conforter la Fonction publique et le rôle des agent·es, il faut:

- une meilleure reconnaissance du travail et des qualifications des agent·es,
- l'abandon des projets de suppressions de postes programmées sur le quinquennat,
- des recrutements sur des emplois statutaires pour répondre aux besoins des services,
- organiser des pré-recrutements,
- mettre fin à la précarité (déjà plus de 800 000 agent·es aujourd'hui) et permettre la titularisation d'agent·es contractuels en ouvrant des concertations pour un nouveau plan de titularisation,
- développer la formation des personnels,
- travailler à l'attractivité de la Fonction publique et permettre les mobilités choisies.

Peser sur la préparation du rendez-vous salarial prévu à la mi-juin, en exigeant :

- une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice,
- le rattrapage des pertes subies,
- des mesures générales pour toutes et tous les agent·es permettant une augmentation significative du pouvoir d'achat,
- l'abrogation de la journée de carence.

La FSU reste vigilante et intervient sur tous les sujets pour que les mesures prises respectent l'égalité professionnelle et la favorisent.

Maintenir et Conforter les missions de service public de l'État

Dans bien des domaines, seuls l'État, ses services et les collectivités territoriales sont à même d'assurer des services au public dans des conditions de neutralité, d'égalité de traitement et de protection des plus faibles (action sociale, travail, emploi, insertion, logement, éducation,...).

Il ne peut être question de les désinvestir au profit de sous-traitants, du secteur marchand, ou de structures dépendantes de lobbying.